

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"One Forest Summit" : Alain-Claude Bilie-By-Nze et Alexis Lamek font le point

J.K.M
Libreville/Gabon

LE Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, s'est entretenu hier, à la Primature, avec l'ambassadeur Haut représentant de la France au Gabon, Alexis Lamek. Cet

entretien a revêtu une dimension symbolique toute particulière, d'autant qu'il s'agit de la première rencontre du genre entre les deux personnalités depuis la nomination d'Alain-Claude Bilie-By-Nze à la tête du gouvernement, le 9 janvier dernier. Occasion pour ce dernier et

son hôte d'évoquer des sujets d'intérêt commun, notamment l'organisation du "One Forest Summit" devant se tenir les 1er et 2 mars prochains à Libreville. Une initiative conjointe du Gabon et de la France dédiée à la préservation des forêts tropicales, menacées par la déforestation et la surexploitation. Des forêts tropicales qui sont à la fois des espaces naturels de stockage de carbone et des lieux abritant une biodiversité riche et dense. C'est dire l'importance de cette rencontre qui verra, entre autres, la participation du chef de l'État français, Emmanuel Macron, de plusieurs de ses homologues du continent, de nombreux scientifiques, industriels et des représentants d'Organisations non gouvernementales. Avec pour objectif : de remobiliser



Photo: DR

Phase de l'échange entre le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et l'ambassadeur, Haut représentant de la France au Gabon, Alexis Lamek.

l'attention politique autour des forêts tropicales. En tout état de cause, le diplomate français a salué le leadership du numéro un gabonais, Ali Bongo Ondimba, en matière de lutte contre le changement climatique. " Fort du leadership de son

président de la République, à l'échelle planétaire, le Gabon est un pays modèle en matière de préservation de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques", a-t-il indiqué. Tout en se félicitant de l'excellence des relations entre Libreville et Paris.

Express

PRÉSIDENTIELLE 2023 : JEAN EYEGHE NDONG APPELLE À SOUTENIR ALI BONGO ONDIMBA



Photo: AN

"Depuis longtemps j'avais disparu des écrans dans cette localité à cause des vicissitudes de la vie. Mais pour plusieurs raisons, je reviens avec l'espoir d'être toujours bien reçu comme par le passé." C'est en ces termes que le Haut-Commissaire de la République Jean Eyeghe Ndong a introduit son discours lors de la rencontre "républicaine et citoyenne" qu'il a organisée le week-end dernier avec les populations d'Avéa, au lieu-dit "carrefour des jeunes", dans le 2è arrondissement de Libreville. Il a déclaré avoir quitté l'opposition pour servir l'État aux côtés du président de la République, Ali Bongo

Ondimba, qu'il a d'ailleurs remercié pour l'avoir nommé Haut-Commissaire. Non sans exhorter l'assistance, plutôt clairsemée, à soutenir ce dernier et son camp politique lors des élections générales de 2023. Plusieurs autres questions d'actualité ont également été évoquées. Entre autres : le prochain dialogue politique, l'épineux problème des retraités, etc.

LE BLOC DES CENTRISTES : LA NAISSANCE D'UNE 3E VOIE ?



Photo: DR

DANS l'optique de donner la parole politique au Centre, cinq partis politiques se sont récemment constitués en un groupement dénommé Bloc des Centristes. À l'initiative du président de l'Union pour la République (UPR), Gervais Oniane, le Rassemblement pour une dynamique populaire (RDP) de Joe Royembo, le Mouvement citoyen des volontaires et des libertés (MCVL) d'Emmanuel Mve Mba, le Parti populaire gabonais (PPG) d'Alain Ella Assoume et le Parti démocratique républicain (PDR) d'Étienne Dandy Mouega ont décidé de se regrouper pour "comblent le vide qui ne correspond plus à la réalité du pays". Ce Bloc a pour objectif de participer aux instances politiques à l'instar du CGE et du CND. Pour ses initiateurs, la naissance du Bloc des Centristes intervient dans un contexte où l'opposition se divise, et que la majorité s'attelle à resserrer ses liens. Cette plateforme présidée par M. Oniane se positionne donc en alternative. "Nous parlerons d'une seule et même voix en tant que bloc uni face à la majorité et l'opposition (...)", a-t-il déclaré.

A.N. & J.O.

"Unité de l'opposition" : ça passe où ça casse !

Yannick Franz IGOHOL
Libreville/Gabon

LES leaders de l'opposition caressant le doux rêve de former un bloc uni aux élections générales qui seront organisées cette année, sont pour ainsi dire face à leur destin. Le renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE) constitue actuellement un sérieux nœud gordien au sein de ce camp politique. Mardi dernier, Lambert-Noël Matha, ministre d'État en charge de l'Intérieur a convoqué ce camp pour se plaindre de la multiplicité des listes déposées par les membres dudit bord politique, en vue du renouvellement du bureau du CGE. Non sans donner un ultimatum de 72 heures à ses hôtes pour accorder leurs violons. S'ensuivra la réunion d'hier au siège du Parti social-démocrate (PSD), de Pierre-Claver Maganga Moussavou. Laquelle réunion a évidemment accouché d'une souris. En effet, celle-ci n'a pu aller à son terme. Et pour cause, la



Photo: Jocelyn Abila

Une vue des acteurs politiques de l'opposition lors de la concertation d'hier.

vingtaine de présidents des partis membres de la PG 41 s'est retirée, sans crier gare. Ces derniers arguant qu'ils devaient se rendre à la Cour constitutionnelle où Louis-Gaston Mayila, président de ce regroupement, était face aux neuf juges constitutionnels pour le soutenir. Ce dernier était auditionné par la haute juridiction suite à la requête introduite par la Ligue panafricaine et patriotique de défense de la souveraineté (Lippades). Véritable soutien à l'octogénaire ou boycott à peine voilé ? Toujours est-il que ce volte-face des leaders membres de la PG 41 a été mal perçu par certains de

leurs pairs. Une simple audition nécessite-t-elle la présence de tous les chefs de partis de la PG 41 ? Faut-il y voir un refus poli de ce regroupement à participer à cette concertation ? L'opposition parviendra-t-elle à trouver un consensus et, par la même occasion, pondre deux listes (Ndlr : celle de la Commission ad hoc et du Collège spécial) tel que souhaité par le "patron de l'Intérieur" ? In fine, la concertation a été reportée à ce vendredi. Les discussions et autres tractations se poursuivent.

Affaire à suivre...